



Newsletter E-Government Suisse 04/2011

Cette édition vous informe sur les prochaines étapes du renouvellement de la convention-cadre en matière de cyberadministration en Suisse. L'aide "E-Gov pour les communes" vous sera brièvement présentée suite à son lancement en juin 2011. Vous découvrirez également le point fort du 5e Symposium National eGovernment qui se déroulera à Berne le 15.11.2011.

Direction opérationnelle E-Government Suisse



Renouvellement de la convention-cadre

La prochaine étape est en vue pour le renouvellement de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse. Les cantons et les offices fédéraux se sont prononcés sur le projet de convention-cadre du comité de pilotage lors d'une mise en consultation de juillet à août 2011. Le comité de pilotage délibérera sur les résultats de la mise en consultation fin octobre. La convention-cadre révisée sera soumise pour approbation au Conseil fédéral et à l'assemblée plénière de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) en novembre et décembre 2011. En parallèle, le plan d'action 2012 est en cours d'élaboration. Le projet du plan d'action sera soumis au comité de pilotage E-Government Suisse en octobre 2011.

[E→Renouvellement de la convention-cadre](#)



Aide "E-Gov pour les communes"

La direction opérationnelle E-Government Suisse met à disposition des communes une aide simple et pratique appelée "E-Gov pour les communes" qui soutient leurs efforts pour étoffer leurs prestations en ligne. Lancée lors de la Suisse Public, cette aide répond spécifiquement aux besoins des communes. Cet instrument se présente sous la forme d'un dépliant avec quatre outils à utiliser immédiatement :

- Une brochure présente la cyberadministration de manière succincte avec des exemples concrets de projets prioritaires.
- Des modèles de présentation sont fournis aux secrétaires communaux qui doivent souvent persuader leurs exécutifs.
- Un guide léger, basé sur la méthode HERMES, accompagne les responsables dans la réalisation de leurs projets de cyberadministration.
- Une liste de contacts énumère les interlocuteurs pouvant soutenir les communes dans leur démarche.

L'aide est disponible en allemand, français, italien et, dès octobre 2011, également en romanche.

[E→Aide "E-Gov pour les communes"](#)

[E→Commande](#)



Succès de la mise en place des projets prioritaires

geo.admin.ch : un succès incontesté

Depuis près d'un an, sur www.geo.admin.ch, le géoportail de la Confédération, les citoyennes et les citoyens ont accès à une masse de géoinformations liées aux principaux domaines de l'existence. Au moyen d'un visualiseur de cartes, il est possible de voir, d'imprimer, de commander ou d'acheter des géodonnées. Avec une moyenne de 10'000 utilisateurs par jour, l'application cartographique web map.geo.admin.ch est un véritable succès, qui témoigne d'un besoin réel de la population. Depuis peu, les données de haute qualité sont également disponibles sur les terminaux mobiles (smartphones). La solution web embarquée fonctionne sur Android, iPhone et iPad.

[E→Communiqué de presse](#)

[E→Géoportail](#)



Du côté des cantons et des communes...

Lucerne

La collaboration entre le canton de Lucerne, la ville de Lucerne et le groupe d'intérêt informatique des communes (IGGI) devrait encore être renforcée. Il est tout d'abord prévu d'harmoniser les objectifs ainsi que les champs d'applications stratégiques et de coordonner leur mise en œuvre par la suite. Les fondements de cette organisation commune ont été lancés au mois d'août 2011. La stratégie informatique (IT-Strategie 2012 - 2016) sera prochainement présentée au Grand Conseil.

[E→E-Government Lucerne](#)

ePolice à Bâle et Lucerne

Les corps de commandement des polices bâloises et lucernoises communiquent en ligne avec les citoyens depuis juillet 2011 grâce à l'application "ePolice Mobile". Cette application se base sur l'iPhone App déjà mise en place pour la police cantonale bernoise, "Police News", en avril 2010. On y trouve en tout temps les notifications émises par la police, tels que les avis de recherche, les avis de tempête ou d'inondations ou les numéros d'urgence. ePolice Mobile fait partie du projet "Suisse ePolice" en vue de l'harmonisation de l'informatique suisse de la police qui est menée par le fournisseur de services, Netcetera.

[E→Plus d'informations sur ePolice Mobile](#)



eCH

Le délai pour les prises de position sur les standards eCH suivants a été prolongé jusqu'au 30.09.2011 :

- eCH-0138 Concept organisationnel pour la description et la documentation de tâches, prestations, processus et structures d'accès de l'administration publique en Suisse
- eCH-0139 Règles relatives à la description de tâches et de structures de tâches dans l'administration publique suisse
- eCH-0073 Documentation des processus et prestations de service public
- eCH-0140 Règles relatives à la description et à la représentation de processus de l'administration publique suisse
- eCH-0088 Règles relatives à la description des démarches administratives en Suisse
- eCH-0141 Règles concernant la description et la structure de l'offre de l'administration publique suisse du point de vue des bénéficiaires de prestations (catalogues thématiques)
- eCH-0070 Inventaire des prestations publiques de la cyberadministration suisse - Document principal
- eCH-0049 Catalogues thématiques relatifs à la structure de l'offre de l'administration publique suisse du

[↗ Standards eCH mis en consultation](#)



Aperçu des interventions parlementaires

Ip Wasserfallen: Cyberadministration et Open Government Data

Le conseiller national, Christian Wasserfallen, a demandé dans son interpellation quels aspects la Confédération et les cantons discutaient-ils précisément concernant les données publiques en libre-accès (Open Government Data). Le Conseil fédéral souligne dans sa réponse qu'un échange continu a lieu entre la Confédération et les cantons dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie suisse de cyberadministration. Le thème des données publiques en libre-accès est relativement récent dans ce contexte et les discussions en la matière, par exemple sur les données à mettre en libre-accès et sur les dispositions de licence nécessaires à cet effet, n'ont pas encore eu lieu. Des questions concernant les bases légales, la sûreté des données ou les coûts qui découlent pour l'administration de la mise à disposition gratuite d'informations actuellement payantes doivent également être examinées. L'interpellation déposée le 12.04.2011 n'a pas encore été traitée au Parlement.

[↗ Ip Wasserfallen](#)

Ip Ricklin: Données publiques en libre-accès. Comment se présente l'avenir?

L'interpellation remise le 14.04.2011 par la conseillère nationale, Kathy Ricklin, traite de l'accès libre et gratuit aux données pour les citoyens et les entreprises. Quelles sont les données qui devraient en principe être librement accessibles aux citoyens et aux entreprises et quelles sont les données pour lesquelles l'accès devrait être soumis à des émoluments? Le Conseil fédéral rappelle que l'accès aux données de l'administration fédérale est réglé par la loi sur la transparence et l'ordonnance qui s'y rapporte. Tous les documents et toutes les données émanant de l'administration sont librement accessibles sur demande, s'ils ne font pas partie des exceptions mentionnées par la loi. L'accès aux documents officiels est en principe soumis au paiement d'un émolument. Cette interpellation n'a pas encore été traitée au Parlement.

[↗ Ip Ricklin](#)



International

Allemagne: cercle de participants au "115" élargi

Les autorités allemandes donnent des renseignements sur leurs services par le biais du numéro de téléphone unique "115". Le cercle des communes participant à ce projet continue de s'élargir. De nouvelles informations sur l'administration sont à leur disposition depuis septembre 2011. Les citoyens allemands y trouvent des informations sur les taxes de cabinet médical, les fonds pour la formation ou les demandes d'authentification. Un guide pratique spécialement conçu pour les petites communes devrait les aider à participer plus facilement au projet du numéro de téléphone 115.

[↗ Source: Kommune](#)

[↗ Numéro de téléphone unique 115](#)



Agenda

5e Symposium National eGovernment, 15.11.2011, Berne

La 5e édition du Symposium National eGovernment sera officiellement ouverte par la conseillère fédérale, Eveline Widmer-Schlumpf, le 15.11.2011 à la Bea expo à Berne. L'accent sera mis cette année sur l'Open Government. L'Open Government doit contribuer, d'une part, à favoriser la transparence politique et, d'autre part, à améliorer la collaboration de l'administration tant avec les citoyennes et citoyens qu'avec le monde économique. Des exposés et des débats éclaireront cette thématique sous plusieurs aspects.

Le programme définitif sera publié avant fin septembre. Une traduction simultanée (allemand - français) sera assurée en plenum.

[Inscription](#)

Autres manifestations:

- [Colloque "Architecture de la cyberadministration"](#), 21.09.2011, Berne, Archives fédérales suisses, auditoire
- [Soirée eCH, Open Government Data](#), 22.09.2011, IBM Auditorium - Zürich-Altstetten
- [Forum francophone HERMES 2011](#), 09.11.2011, Lausanne
- ffO-Meeting, 14.11.2011, Berne
- [5e Symposium national eGovernment](#), 15.11.2011, Berne
- [Congrès d'automne 2011 de la SSSA](#), 18.11.2011, Lucerne
- [3rd International Workshop and Practitioner Day on BPMN](#), 21.-22.11.2011, Lucerne,
- [Assemblée générale eCH](#), 23.03.2012, Aarau



Direction opérationnelle E-Government Suisse

Unité de stratégie informatique de la Confédération (USIC), Friedheimweg 14, CH-3003 Berne
info@egovernment.ch, www.egovernment.ch, Tél. +41 (0)31 324 79 21, Fax. +41 (0)31 322 45 66